Est-il vraiment utile de s'interroger sur l'utilité de la sociologie ? Plus de dix ans de débats

Monique Hirschhorn

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/2891>

DOI : 10.4000/ress.2891

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 27 novembre 2014

Pagination : 221-234

ISBN : 978-2-600-01866-1

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Monique Hirschhorn, « Est-il vraiment utile de s'interroger sur l'utilité de la sociologie ? Plus de dix ans de débats », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 52-2 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/2891> ; DOI : 10.4000/ress.2891

NOTES CRITIQUES

EST-IL VRAIMENT UTILE DE S'INTERROGER SUR L'UTILITÉ DE LA SOCIOLOGIE? PLUS DE DIX ANS DE DÉBATS

Monique Hirschhorn (Université Paris Descartes – CERLIS)

SociologieS. Revue de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, 2011, Débat « La situation actuelle de la sociologie », en ligne, consulté en juin 2014 : <<http://sociologies.revues.org/3547>>.

Commentaire, 2011, « La sociologie : science ou discipline », 136-4, p. 1001-1094.

Tracés. Revue de Sciences Humaines, 2009, « À quoi servent les sciences humaines (I) ? », hors série : <<http://traces.revues.org/4301>>.

Actes de la recherche en sciences sociales, 2009, Dossier « Sociologie politique », 176-177, 1, p. 114-147.

Socio-logos. Revue de l'Association Française de Sociologie, 2006, 1, en ligne : <<http://socio-logos.revues.org/2>>.

Bernard LAHIRE (éd.), 2002, *À quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte/Syros.

Raymond BOUDON, 2002, « A quoi sert la sociologie ? », *Cités*, 10, p. 131-154.

I. L'intérêt des sociologues

Les sociologues ont toujours eu un intérêt prononcé pour l'auto-réflexivité, voire pour l'auto-dénonciation (Javeau, 2014), mais ce dernier s'exprimait surtout à travers des productions individuelles. Ce n'est que récemment qu'il a pris, en France, une dimension collective avec, en 2002, la publication de l'ouvrage dirigé par Bernard Lahire : « À quoi sert la sociologie ? », ainsi qu'en 2011, la parution, dans la revue *Commentaire*, des résultats d'une enquête sur « La sociologie : science ou discipline ? » et l'ouverture dans la revue *SociologieS* d'un débat sur « La situation actuelle de la sociologie ». Comme le montrent les intitulés, les thématiques ne sont pas tout à fait les mêmes. Bernard Lahire invite ses co-auteurs à prendre de face la question « à la fois naïve et provocatrice » de l'utilité de la sociologie ; Raymond Boudon, qui est à l'initiative de l'enquête de *Commentaire*, interroge, de façon plus académique, les sociologues qu'il a sollicités sur cinq points : le statut de la discipline (science ou art ?), la pluralité de ses « styles », sa capacité d'expertise et son rapport à l'idéologie, sa participation à la vie démocratique et sa contribution à la connaissance des sociétés ; les auteurs de l'éditorial du débat se contentent, après avoir dressé un tableau en demi-teinte de la situation actuelle de la sociologie, de solliciter l'avis

de leurs contributeurs. On le voit, en dépit de ces quelques différences, c'est bien à chaque fois d'une réflexion sur la sociologie qu'il s'agit. Il suffit pour s'en convaincre de déplacer mentalement les contributions. Celles du livre collectif comme celles de l'enquête pourraient figurer dans le débat, et inversement. Le seul problème serait l'intégration dans l'enquête des contributions du livre et du débat, car elles ne traitent que partiellement des questions posées. Mais c'est aussi le cas de quelques-unes des réponses à l'enquête.

L'ensemble constitue donc un corpus homogène quant à la thématique, et d'une ampleur inusitée quant au nombre des contributeurs (52) d'autant qu'on peut le compléter, sans prétendre à l'exhaustivité, par des articles et des numéros de revues : en 2002, l'article de Raymond Boudon : « À quoi sert la sociologie ? » ainsi que le numéro d'*Éducatio* et *Sociétés* : « À quoi sert la sociologie de l'éducation ? » ; en 2006, le premier numéro de *Sociologos* ; en 2007, le compte rendu « Sociologie : à quoi sert la sociologie ? » par Thierry Oblet du deuxième congrès de l'Association Française de Sociologie : « Dire le monde social. Les sociologues face aux discours politiques, économiques et médiatiques » ; en 2009, le dossier « Sociologie politique »¹ des *Actes de la recherche en sciences sociales* ainsi que le premier, car il est le plus centré sur la sociologie, des quatre numéros hors série de la revue *Tracés* : « À quoi servent les sciences humaines ? ». Liste à laquelle on pourrait encore ajouter trois ouvrages particulièrement significatifs : *Le Travail des sociétés*² (Dubet, 2009), *La Sociologie comme science* (Boudon, 2010) et *À quoi sert vraiment un sociologue ?* (Dubet, 2011). Pourquoi prendre en compte ce « débat » ou, plus précisément, cette réflexion collective qui dure depuis plus d'une décennie (2002-2014) ? La réponse va quasiment de soi. En une période charnière pour la sociologie du fait du renouvellement générationnel – les sociologues des années 1960 partent à la retraite – et de la rapidité du changement social, ce corpus, même s'il ne peut prétendre, bien évidemment, à une réelle représentativité, offre la possibilité de mettre en évidence les représentations qu'ont de la sociologie des sociologues qui, pour ceux qui ont participé à l'ouvrage de Lahire, à l'enquête et au débat, ont été cooptés sur la base de leur notoriété scientifique et dont presque la moitié ne sont pas français. Comme l'on dispose déjà d'une analyse de l'enquête grâce à la préface de Raymond Boudon et à la note critique fort éclairante de Bernard Valade (2012), l'on peut espérer, en croisant cette analyse avec celle de l'ouvrage de Lahire, du débat de *SociologieS* et des autres textes cités précédemment, dégager, encore plus nettement que pour l'enquête de *Commentaire*, les lignes de force de cette réflexion collective et savoir ce qu'il en est aujourd'hui du rapport de ces sociologues avec leur discipline. Ont-ils surmonté les conflits qui contribuaient à donner une image brouillée de la sociologie ? Sont-ils arrivés à un accord quant à la scientificité et à l'utilité de la sociologie ? Sont-ils capables de se poser de nouvelles questions ?

- 1 Celui-ci comprend entre autres une traduction abrégée de l'article de Michael Burawoy paru en 2005 : « 2004 American Sociological Association Presidential Address: For Public Sociology ». Une traduction des trois premières thèses était déjà parue en 2006 dans le premier numéro de *Socio-logos*.
- 2 Voir le compte rendu, intitulé : « À quoi sert la sociologie ? », de ce livre par Jacques Donzelot (2009).

Avant de tenter d'apporter des réponses à ces questions, il n'est pas sans intérêt toutefois de se demander pourquoi des sociologues, et, plus particulièrement, des sociologues français, se sont mobilisés si facilement autour de l'interrogation sur l'utilité de la sociologie. Il serait évidemment possible d'invoquer l'air du temps ou, pour être plus explicite, la prégnance d'un utilitarisme libéral qui fait de la rentabilité le critère de toute évaluation et auquel n'échappent ni l'enseignement, ni la recherche. L'éditeur Armand Colin l'a bien compris qui consacre depuis 2011 une collection «Dites-nous?» à l'utilité des différentes sciences humaines. Mais, en ce cas, les autres disciplines de ce secteur devraient également être affectées. Or une rapide investigation portant, en France, sur des disciplines proches (histoire, géographie, économie) montre que cette interrogation n'y prend pas la même importance. Les historiens ont bien sacrifié à l'exercice avec un ouvrage collectif : *À quoi sert l'histoire aujourd'hui?* (Laurentin, 2010), mais en privilégiant moins la question de l'utilité de l'histoire, qui, à leurs yeux, va de soi, que celle de son usage politique (Prochasson, 2008 ; Hartog, 2013). Il en va de même pour les géographes. Ce n'est que dans le cadre du cycle de conférences organisé par la revue *Tracés* qu'ils se sont demandé «À quoi sert la géographie ? », et pour en venir, eux aussi, à un questionnement sur les usages de leur discipline (Lussault, 2010). Quant aux économistes conviés à participer au même cycle de conférences, ils ont choisi de s'interroger directement sur «les économistes au pouvoir et les usages de l'économie dans l'action publique» (Imbert et Monnet, 2011). Rien de comparable à ce que l'on trouve chez les sociologues. Il faut donc chercher une autre raison et la plus convaincante serait que, comme certains contributeurs (Boudon, 2002 ; Beaud, 2012 ; Dubet, 2011b ; Demazière, 2012) n'hésitent pas à l'écrire, la sociologie va mal ou, tout au moins, ne va pas très bien.

2. Le malaise des sociologues

Qu'en est-il réellement, étant entendu que nous disposons ici seulement de l'analyse que font ces sociologues de la situation actuelle de leur discipline – analyse fondée sur leur expérience et sur les données dont ils disposent, mais qui ne saurait remplacer une enquête prenant en compte les différents contextes nationaux ? Si l'on veut y voir clair, il convient de distinguer l'évaluation de la situation institutionnelle de la sociologie de celle de son fonctionnement disciplinaire et de son rôle social. En ce qui concerne l'institutionnalisation, on ne peut plus parler aujourd'hui, comme l'a fait Victor Karady (1976), à propos des Durkheimiens dans la première moitié du ^{xx}e siècle, d'un semi-échec. Dans beaucoup de pays, à condition qu'ils aient eu des gouvernements démocratiques³, la discipline est maintenant solidement installée à l'Université. En témoignent le nombre des enseignants, des étudiants, des chercheurs, des publications

3 Au Portugal, la sociologie, qui est aujourd'hui très professionnalisée et s'exerce en dehors de l'enseignement et de la recherche, n'a été reconnue comme discipline qu'après la fin de la dictature en 1974 (Baptista, Machado, Romao, 2012).

ainsi que la vitalité des revues et des associations. Cela ne signifie pas pour autant que les sociologues soient toujours satisfaits de cette situation. En France, dans une université de masse où il n'est pas rare que les étudiants fassent le choix de telles études par défaut et connaissent souvent ensuite – même s'ils réussissent à obtenir leur diplôme – des difficultés à trouver un emploi qui corresponde à leur formation, le développement de la sociologie a entraîné sa dévalorisation et sa « domination » par les disciplines scientifiques, juridiques et économiques et, même, par d'autres sciences humaines et sociales comme l'histoire, la géographie ou la philosophie. Depuis la mise en place du processus de Bologne, la situation s'est encore aggravée du fait de la concurrence entre les formations proprement sociologiques et des formations professionnelles qui intègrent des éléments de sociologie dans leur cursus. À tel point que l'espace de la sociologie se rétrécit et le nombre des étudiants commence à diminuer (Demazière, 2012). Ce tableau assez négatif reste toutefois très français. Aux États-Unis, la sociologie, qui avait été en crise dans les années 1980 et qui avait connu une diminution significative du nombre de ses étudiants, se porte de nouveau bien (Burawoy, 2005 ; Ollion, 2009).

Le malaise tient également pour une grande part au fonctionnement même de la discipline. Là aussi, comme précédemment, les analyses concernent surtout la sociologie française. Bien que constituant un cas isolé, l'affaire « Tessier », à savoir la soutenance en 2001 en Sorbonne d'une thèse consacrée à la défense et à l'illustration de l'astrologie, qui n'avait à l'évidence rien à voir avec une recherche sociologique, a cristallisé l'inquiétude d'une grande partie des sociologues français quant à la crédibilité scientifique de leur discipline. C'est d'ailleurs pour y répondre que Bernard Lahire a coordonné, en 2002, l'ouvrage *À quoi sert la sociologie ?* Mais il existe d'autres dysfonctionnements qui, pour être moins voyants, n'en sont pas moins fort inquiétants. L'un, fréquemment dénoncé par les sociologues français (Beaud, 2012 ; Lahire, 2012), est la spécialisation poussée à outrance qui risque de transformer la sociologie en « une discipline mineure » ne traitant que de petits objets et laissant à d'autres disciplines – la philosophie, l'économie – ou à des essayistes les grandes questions. Un autre, tout aussi sérieux, particulièrement prégnant dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, vient de la priorité donnée à des recherches financées par l'Union Européenne et dans lesquelles les impératifs d'applicabilité et de rentabilité l'emportent souvent sur les exigences scientifiques (Koleva, 2012). C'est aussi ce que constate, pour la France, Lise Demailly (2013). Le développement du nouvel ordre institutionnel que constitue la recherche sous contrat risque d'entraîner une dépendance des chercheurs à l'égard de leurs commanditaires, tant du point de vue du choix des objets et des méthodes que de la production des résultats. Enfin, un problème, déjà posé au niveau institutionnel, se retrouve sur le plan scientifique : celui de la relation de la sociologie avec les autres disciplines. Le temps n'est plus en effet où Durkheim pouvait donner à la sociologie la vocation de rassembler les disciplines. Confrontée à l'hégémonie de l'économie standard, aux ambitions de la philosophie, à l'émergence des

neurosciences, aux études interdisciplinaires (*gender studies*, *cultural studies*, *postcolonial studies*) dans les pays anglo-saxons, la sociologie a de plus en plus de mal à définir son territoire (Caillé, 2011 ; Grossetti, 2012 ; Nowotny 2011).

Enfin, le malaise vient aussi de la place qu'occupe la sociologie dans les sociétés modernes et démocratiques. Si tous les contributeurs s'accordent à reconnaître le « besoin de sociologie », dont témoignent à la fois le recours croissant à l'expertise et la production toujours plus importante de données sociales, ainsi qu'à considérer, avec Dominique Schnapper, que « la sociologie est un des instruments de la prise de conscience que les sociétés démocratiques prennent d'elles-mêmes » (2011, p. 1075), beaucoup, dans le même temps, déplorent sa quasi invisibilité qu'elle partagerait d'ailleurs avec une partie des autres sciences humaines (Fossier, Gardella, 2009). Ce serait une contradiction si l'on ne voyait pas que cette invisibilité renvoie moins à la place de la sociologie, « qui fait maintenant partie du dispositif symbolique de nos sociétés » (Dubet, 2011b), qu'au rôle des sociologues, à savoir leur disparition en tant qu'intellectuels publics (Hamel, 2011) au profit de « sociologues de service » auxquels les médias font appel autant que de besoin. Comme le constatent Alain Caillé (2011) et Jan Spurk (2012), les sociologues semblent ne plus avoir rien à dire et sont absents des grands débats théoriques et politiques. À l'inverse de ce qui concerne l'institutionnalisation, le problème n'existe pas qu'en France. Bien qu'ils soient nombreux et organisés, les sociologues américains ne sont pas reconnus par les sphères politiques et médiatiques. Celles-ci accordent plus d'importance aux journalistes de fond et d'investigation et à ce qui se dit dans les *think tanks* auxquels les sociologues ne participent pas (Ollion, 2009), d'où l'appel de Michael Burawoy en 2004 au développement d'une sociologie « publique » pour sortir les sociologues de leur isolement.

Quels enseignements tirer de ces analyses ? D'abord que la sociologie ne va pas si mal. Elle a réussi son institutionnalisation et fait maintenant partie intégrante des sociétés démocratiques. Mais, et cela suffit à expliquer la vision négative que les sociologues ont souvent de leur discipline, la sociologie, en particulier en France, demeure une discipline universitaire dominée et à la légitimité scientifique souvent contestée. Par ailleurs, les sociologues ont perdu une grande part de leur visibilité dans l'espace public, sauf en tant que spécialistes. Enfin, et c'est là le point probablement le plus inquiétant, même s'il n'est repris que par une partie des contributeurs, la qualité de la recherche et son intérêt sont menacés : de l'intérieur par la fragmentation des objets, de l'extérieur par une recherche contractuelle empiétant sur le travail scientifique. Les sociologues ont donc bien des raisons objectives d'éprouver un malaise et de voir dans le questionnement sur l'utilité une manière d'y répondre.

3. L'affirmation de la scientificité

Une première réponse à ce malaise passe par l'affirmation de la scientificité de la sociologie. Bien que l'enquête de *Commentaire* ait comme première question le statut de la sociologie et non celle de son utilité, les deux questions sont étroitement liées, comme le montre l'article de Raymond Boudon de 2002 qui est une référence obligée en ce qu'il a été assurément lu par tous les contributeurs à l'enquête de *Commentaire* et probablement aussi par les autres contributeurs. L'intérêt de la réponse de Raymond Boudon (2011) qui sert de préface à l'enquête tient à sa clarté et à sa fermeté. C'est la capacité des sociologues à produire, comme l'ont fait Tocqueville, Weber ou Durkheim, des explications convaincantes de phénomènes sociaux opaques, qui fonde son utilité. Si les sociologues s'inscrivent dans ce programme scientifique, ils n'ont pas plus de raisons de s'interroger sur l'utilité de leurs recherches que n'en ont les spécialistes des sciences de la nature. L'utilité ne devient un problème que du fait de la coexistence de différents « genres » de sociologie, de la présence à côté du genre cognitif illustré précédemment, d'un genre expressif et littéraire dont le développement a été favorisé par les médias, d'un genre « caméraliste » qui répond à la demande d'expertise et de production de données sociales, et, enfin, d'un genre critique qui se donne comme objectif de mettre la sociologie au service des luttes sociales. Mais s'il a le mérite de faire de la sociologie une science à part entière (Boudon, 2010), ce choix du genre « cognitif » présente l'inconvénient de ne laisser guère de place aux productions et pratiques sociologiques qui n'en relèvent pas.

De fait, aussi bien dans l'enquête de *Commentaire* que dans les autres textes de ce corpus, la plupart des contributeurs adoptent une position plus nuancée. Ne reprenant pas, à l'exception de Luca Ricolfi (2011), la typologie précédente qui, sous le terme de « genre » englobe à la fois des paradigmes, des « styles », des pratiques, ils prennent acte de ce que Raymond Boudon appelle, dans sa préface, « l'irréductible diversité de la sociologie » (2011) que manifeste, en particulier, la pluralité des langages théoriques ou des paradigmes (Mayntz, 2011). Certains d'entre eux n'hésitent pas à en proposer des cartographies. Nathalie Heinich (2012) distingue ainsi deux lignes de clivage formées, d'une part, par l'opposition entre une sociologie du social et une sociologie de l'expérience, de l'autre par celle entre une sociologie normative et une sociologie analytico-descriptive, lignes qui, en se croisant, dessinent des zones dans lesquelles les sociologues peuvent se situer. Elle plaide toutefois en faveur d'une sociologie de l'expérience analytico-descriptive qui lui semble la plus représentative de la discipline. Michel Grossetti (2012), quant à lui, identifie, avec prudence, dit-il, trois familles : la famille individualiste qui prend comme objet les actions individuelles dont la composition produit des phénomènes collectifs, la famille holiste qui conceptualise un ensemble social et explique les comportements des individus par leur position dans cet ensemble, la famille interactionniste qui se focalise soit sur les formes méso-sociales qui émergent des interactions, soit sur la grammaire de celles-ci. Claude Dubar (2006), pour sa part, considère qu'il existe, en rapport avec

les traditions nationales de la sociologie, quatre représentations de l'individu dans son contexte social : « l'agent », l'acteur », « le sujet », « l'auteur », et que chacune correspond à une forme de sociologie : la sociologie dite positiviste, la sociologie compréhensive et historique, la sociologie clinique, la sociologie ethnographique.

On pourrait continuer à multiplier des exemples de ces efforts pas toujours très convaincants d'ordonner la pluralité – les typologies ne se recoupent pas – et qui ne favorisent pas la constitution d'un socle commun de connaissances à partir duquel on pourrait enseigner la sociologie comme l'on enseigne l'économie. Il est d'ailleurs significatif de noter qu'en France depuis plus d'une trentaine d'années, probablement en réponse à cette difficulté, les dictionnaires de sociologie ont remplacé les manuels. Mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans la conclusion que les contributeurs en tirent, à savoir que ces différents cadres d'analyse sont légitimes en ce qu'ils permettent de saisir les différentes facettes de la réalité sociale, même si l'on a le droit d'avoir une préférence pour l'un ou pour l'autre. Claude Dubar (2006), passant ainsi du constat de la pluralité à la revendication du pluralisme, estime que « tout est bon qui permet de mieux comprendre et de plus expliquer ». Cette acceptation ne se limite d'ailleurs pas aux langages théoriques. Elle inclut aussi la diversité des styles (explicatif, descriptif, voire même littéraire), des méthodes (qualitatives ou quantitatives), des pratiques (recherche centrée sur la production d'un savoir explicatif ou sur celle d'informations, expertise générale ou spécialisée).

Enfin, et c'est là l'avancée la plus marquante, cette position ne conduit pas, comme on l'a souvent pensé, à un relativisme qui autoriserait à qualifier de sociologique tout discours sur la société. Bien au contraire, elle s'accompagne de l'affirmation que la sociologie est devenue « une discipline à caractère scientifique » (Dubet, 2011a), voire, comme n'hésite pas à l'écrire Jürgen Friedrichs (2011), « une science normale ». En ce début du XXI^e siècle, la contestation du statut scientifique de la sociologie ne semble donc plus dominante parmi les chercheurs (Passeron, 2011) et ne perdure qu'à la périphérie chez des essayistes ou des journalistes spécialisés dans les questions de société. Au regard de cet accord largement partagé, la question de savoir si la sociologie est seulement « une entreprise intellectuelle digne d'intérêt » (Coenen-Huther, 2012) et la thèse réaffirmée par Wolf Lepenies (2011) de la sociologie, troisième culture entre science et littérature, semblent dépassées. Mais, et ce point est rappelé avec force par plusieurs sociologues français, la scientificité n'est compatible avec le pluralisme que s'il existe aussi un accord sur les caractéristiques que doit présenter une recherche sociologique scientifique (Dubar, 2006). Ce qui suppose que le monde professionnel des sociologues soit plus structuré et organisé qu'il ne l'est aujourd'hui. Ce n'est qu'à cette condition que des normes pourront être définies et que l'on pourra espérer les faire respecter (Demazière, 2012).

4. L'utilité sociale comme finalité

Cet accord sur la scientificité de la sociologie conduit-il nécessairement à reconnaître son intérêt pratique qui était pour Durkheim (1893), ainsi que chaque sociologue le sait, la raison d'être de la sociologie ? Qu'en est-il de l'opposition très présente en France dans les années 1970, alors qu'elle n'existait pas dans les années 1950 (Oblet, 2007), entre une sociologie « pure » et une sociologie « appliquée ou professionnelle », entre ceux qui n'auraient pas de mains et ceux qui auraient les mains sales ? Clivage encore renforcé par le fait qu'une partie des tenants de la sociologie « pure », dont évidemment Pierre Bourdieu (1980 p. 26-27), considéraient que le savoir sociologique, parce qu'il avait la fonction critique de dévoiler les rapports de pouvoir, était nécessairement utile. Cet intégrisme scientifique semble avoir perdu du terrain, les chercheurs ayant pris conscience qu'ils ne sont pas étrangers au monde qui les entoure et que les sujets sociaux sont autant qu'eux capables de réflexivité (Singly, 2002). On peut alors accepter, sans que soit remise en cause l'exigence scientifique, que le choix des objets de recherche soit lié au rapport aux valeurs du chercheur et réhabiliter, comme le fait Robert Castel, la prise en compte de « la demande sociale en tant qu'elle exprime de façon plus ou moins confuse des questions sociales qui nous sollicitent *hic et nunc* » (2002, p. 72). Ce qui n'empêche pas de continuer à entreprendre des recherches qui, à première vue, ne servent à rien (Quéré, 2002) et de suivre le conseil d'Howard S. Becker (2012) : « Regardez tout ce qui mérite votre attention même lorsque les autres pensent que vous faites erreur et ne vous souciez pas de savoir si l'on trouve vos travaux pertinents. C'est la meilleure façon de produire de la connaissance réellement utile, si vous avez bien sûr le courage de le faire ».

Preuve très significative de cette évolution dans la conception de l'utilité sociale, l'expertise n'est plus décriée. On ne voit plus, dans le lien qu'elle établit entre l'action et le savoir sociologique, une instrumentalisation de celui-ci, mais une réponse légitime au besoin de sociologie de sociétés confrontées à la brutalité des changements sociaux et qui n'ont d'autre recours que « d'expliquer le social par le social » (Dubet, 2011a). C'est justement le mérite de l'expert que d'être capable d'énoncer l'analyse sociologique des problèmes sociaux en des termes accessibles aux acteurs et de développer par là leur rationalité et leur réflexivité (Bourdin, 2012). Même la sociologie « caméraliste » et la sociologie « critique », pour reprendre la terminologie de Raymond Boudon, peuvent retrouver leur place à condition qu'elles ne soient pas, pour la première, au service des commanditaires, et, pour la seconde, l'expression de l'idéologie des chercheurs, qu'elles apportent effectivement le surcroît d'informations et de connaissance (Fassin, 2011) dont ont besoin les acteurs pour orienter aussi bien l'action publique que l'action privée.

Il existe donc ici, comme pour la scientificité, un consensus, mais, de même que la scientificité ne peut se maintenir que si le milieu professionnel fait respecter des normes, l'utilité sociale suppose que les sociologues aient les moyens de conserver leur indépendance. Il faut ici revenir à l'une des raisons du malaise des sociologues : le déve-

loppement d'une logique marchande et bureaucratique qui met à mal tout autant l'ambition de sciences sociales anti-utilitaristes et anti-instrumentales (Spurk, 2012) que de sciences sociales utiles socialement, les deux étant beaucoup moins éloignées l'une de l'autre que l'on ne le pense habituellement.

5. L'usage social : un nouveau problème

Le problème de la scientificité de la sociologie et de son utilité sociale est depuis longtemps au cœur des débats entre sociologues. Mais ce n'est pas le cas pour la question de l'usage social de la sociologie. Jusqu'à présent, celle-ci n'avait pratiquement jamais été envisagée. En témoigne l'absence, soulignée par Bernard Lahire (2002, p. 10-11), de travaux quant à la réception différenciée de la sociologie par les groupes sociaux, les politiques, les institutionnels et les individus eux-mêmes ainsi que, comme le regrette François Dubet (2011b), de recherches sur les vecteurs et les « marchés » par lesquels s'établit un lien entre la sociologie et ses publics, la seule exception étant l'article (non cité) de Raymond Boudon (1981) sur « l'intellectuel et ses publics »

On peut trouver différentes raisons à cette absence d'intérêt. D'abord, la certitude qu'avaient, jusque dans les années 1980, une grande partie des sociologues, et parmi les plus connus – Alain Touraine, Michel Crozier, Pierre Bourdieu, notamment – de l'utilité et de l'efficacité de la sociologie (Oblet, 2007) ; ensuite la place de plus en plus importante occupée ces dernières années par l'expertise spécialisée qui, par définition, est utile puisqu'elle répond à une demande ; enfin les logiques de carrière des chercheurs et des enseignants-chercheurs qui ont plus d'intérêt, s'ils veulent être reconnus sur le plan scientifique, à parler avec leurs pairs qu'avec des non-sociologues. On en arrive donc à une situation paradoxale : les savoirs, les concepts (Boudon, 2011), les modes de raisonnement des sociologues (Bourdin, 2012) tombent dans le domaine public sans que les sociologues n'en contrôlent ni la diffusion, ni l'usage.

Or il est difficile d'affirmer la vocation de la sociologie à prendre en charge les problèmes sociaux, à produire un savoir utile socialement et, dans le même temps, de se désintéresser de la façon dont les acteurs concernés accèdent à ce savoir et en saisissent la signification. La question de l'utilité et celle de l'usage sont indissociables. L'on ne s'étonnera donc pas que Robert Castel (2002, p. 70) soit le premier dans ce corpus à appeler explicitement les sociologues à « rendre des comptes à l'ensemble de leurs concitoyens, et pas seulement à leurs institutions officielles de contrôle et à leurs groupes de pairs ». Position déjà fort proche de celle que Michael Burawoy va défendre, un peu plus tard, en 2004, dans son allocution présidentielle devant l'Association Américaine de Sociologie en introduisant l'idée de « sociologie publique ». Mais ce dernier, dont le point de vue est nécessairement connu par l'ensemble des contributeurs compte tenu de son retentissement dans le monde sociologique (Ollion, 2009) et de la publication dans *Socio-logos* (2006), puis dans les *Actes de la recherche* (2009) de traductions de cette allocution, va encore plus loin que Robert Castel.

Il ne demande pas seulement aux sociologues de présenter les résultats de leurs recherches et d'accepter de parler avec des journalistes qui ne sont pas toujours incompétents ou de mauvaise foi (Castel, 2002, p. 69). Il invite les sociologues à s'engager, sur le modèle de l'agir communicationnel d'Habermas, dans une véritable « relation dialogique » avec le public ou les publics. Ce projet n'a été repris ici que par quelques contributeurs (Dubet, 2011b, Nowotny, 2011 ; Bourdin, 2011 ; Spurk, 2012 ; Hirschhorn, 2013), mais, bien que les organisateurs du cycle de conférences de *Tracés* (Fossier, Gardella, 2009) ne fassent dans leur avant-propos aucune référence à la sociologie publique, on le retrouve dans la place qu'ils accordent à la connaissance « des univers sociaux qui s'emparent des savoirs sociologiques » ainsi qu'à la relation des chercheurs avec les non-chercheurs.

Le problème de l'usage social de la sociologie est donc maintenant posé, mais il serait prématuré de considérer que les sociologues s'en sentent responsables. D'autant que, comme le montre François Dubet (2002 ; 2011c) à propos de la sociologie de l'éducation, le sociologue a souvent du mal à se faire entendre quand il présente aux enseignants et à leurs syndicats des résultats qui contredisent les observations personnelles, ou qui ébranlent des croyances qui leur sont nécessaires, ou encore qui entrent en conflit avec leurs intérêts. Il ne suffit donc pas d'affirmer que la sociologie a une vocation publique et de vouloir développer une relation dialogique avec les publics pour que celle-ci se réalise. Il faut aussi être capable d'analyser les modes de réception des acteurs et leurs résistances, ainsi que ceux des chercheurs : en somme, de faire la sociologie de l'usage social de la sociologie.

6. L'utilité de l'interrogation sur l'utilité

Même si cette interrogation procède, comme on l'a vu, pour une part d'un sentiment de malaise face à la situation actuelle de la sociologie, la réponse qui y est apportée ne se réduit pas à un cahier de doléances et comporte des avancées importantes. En ce début du XXI^e siècle, les sociologues de ce corpus semblent plus assurés que précédemment de la dimension scientifique de leur discipline et ne voient plus, dans le pluralisme des langages théoriques, des méthodes, des pratiques et des styles, un obstacle à celle-ci. La nouveauté ne réside pas dans cette position que Jean-Michel Berthelot soutenait déjà en 1990, lorsqu'il montrait que l'intelligence du social passait par le pluralisme explicatif, mais dans l'adhésion qu'elle recueille, en dépit de quelques voix discordantes. L'autre avancée, tout aussi significative, porte sur la reconnaissance de l'utilité sociale de la sociologie. Là aussi, cette position, à laquelle se rallient la plupart des contributeurs, n'est pas nouvelle. Mais elle prend un autre sens lorsqu'elle s'accompagne de l'idée, cette fois-ci réellement novatrice mais il est vrai encore peu partagée, que le chercheur ne peut se désintéresser de l'usage social de la connaissance qu'il produit et qu'il a une responsabilité quant à sa diffusion et à sa compréhension par le ou les publics concernés.

Le questionnement sur la sociologie s'avère donc réellement utile à cette réserve près qu'un problème pourtant central, celui de l'avenir de la sociologie, voire de l'après-sociologie (Bourdieu, 2012), et qui est au cœur du « Manifeste pour les sciences sociales » de Craig Calhoun et Michel Wieviorka (2013, p. 5-39), n'est que fort peu abordé. Les sociologues devraient pourtant se souvenir que, comme le disait plaisamment Paul Veyne, il ne faut pas confondre la répartition des chaires en Sorbonne avec le système des sciences. Qu'on le veuille ou non, les disciplines universitaires sont des artefacts, produits dans un contexte historique, et ne peuvent prétendre à l'éternité, surtout lorsque les changements sociaux sont aussi rapides qu'aujourd'hui. Un petit nombre de contributeurs, conscients de ce problème, s'aventurent à faire des propositions. Liliame Voyé (2012) souhaite l'émergence d'une pensée « hors cadre », porteuse de nouveaux paradigmes et de nouveaux concepts ; Michel Grossetti (2012) envisage la construction d'un espace commun des sciences sociales qui leur permettrait d'explicitier ce qui leur est commun et de renforcer la cumulativité de leurs savoirs ; Alain Caillé (2011) en appelle à la sortie du carcan disciplinaire, à la capacité de la sociologie à redevenir, au-delà des spécialisations, une science sociale générale renouant des liens organiques avec l'histoire, l'ethnologie, la philosophie, la science économique. Autant de possibilités, réalistes ou utopiques, qui devraient être en tout cas examinées et débattues.

C'est en effet le plus grand apport de cette réflexion collective que d'inviter les sociologues et, en particulier, les sociologues français, à structurer et à organiser leur milieu professionnel s'ils veulent faire reconnaître la scientificité et l'utilité sociale de la sociologie, et être capables de prendre en charge sa vocation publique et son avenir. Encore faut-il que la photographie qu'offre ce corpus des conceptions des sociologues, ne soit pas vouée à s'effacer, que des affrontements ne ressurgissent pas – à cet égard, l'existence, que dénonce Didier Lapeyronnie (2004), « d'un académisme radical », prétendant détenir la vérité scientifique sur le monde social, paraît inquiétante – et, que, surtout, les sociologues soient capables de mettre la sociologie au service d'elle-même⁴.

Bibliographie

- BAPTISTA Luis, MACHADO Paulo, ROMAO Ana, 2012, « La sociologie contemporaine vue du Sud-Ouest Européen : un regard portugais », *SociologieS* : <<http://sociologies.revues.org/4035>>.
- BEAUD Stéphane, 2012, « La sociologie française au milieu du gué », *SociologieS* : <<http://sociologies.revues.org/3880>>.

4 On peut espérer que le xx^e congrès de l'AISLF « Sociétés en mouvement, sociologie en changement », qui aura lieu à Montréal en 2016, y contribuera.

- BECKER Howard S., 2012, «Rendre la sociologie pertinente pour la société», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3961>>.
- BERTHELOT Jean-Michel, 1990, *L'Intelligence du social. Le pluralisme explicatif en sociologie*, Paris, PUF, «Sociologie d'aujourd'hui».
- BOUDON Raymond, 1981, «L'intellectuel et ses publics: les singularités françaises», in *Français, qui êtes-vous? Des essais et des chiffres*, Jean-Daniel Reynaud et Yves Grafmeyer (éds), Paris, La Documentation française.
- , 2010, *La Sociologie comme science*, Paris, La Découverte, «Repères».
- , 2011, «Préface», *Commentaire*, p. 1002-1005.
- BOURDIEU Pierre, 1980, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOURDIN Alain, 2012, «L'expertise réflexive est la vocation actuelle de la sociologie», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/4837>>.
- BURAWOY Michael, 2005, «2004 American Sociological Association Presidential Address: For public sociology», *American Sociological Review*, 70-1, p. 4-28.
- CAILLÉ Alain, 2011, «La situation actuelle de la sociologie», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3548>>.
- CALHOUN Craig, WIEVIORKA Michel, 2013, «Manifeste pour les sciences sociales», *Socio*, 1, p. 5-39.
- CASTEL Robert, 2002, «La sociologie et la réponse à la demande sociale», in Lahire, p. 67-77.
- COENEN-HUTHER Jacques, 2012, «La sociologie est-elle une science?» *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/4097>>.
- DEMAILLY Lise, 2013, «Le sociologue, l'évaluation et les pièges peut-être évitables», *Socio-logos*: <<http://socio-logos.revues.org/2773>>.
- DEMAZIÈRE Didier, 2012, «Les règles de la production sociologique», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3804>>.
- DUBAR Claude, 2006, «Le pluralisme en sociologie: fondements, limites, enjeux», *Socio-logos*: <<http://sociologies.revues.org/20>>.
- DONZELOT Jacques, 2009, «À quoi sert la sociologie? À propos du *Travail des sociétés* de François Dubet», *Esprit*, 8-9, p. 40-49.
- DUBET François, 2002, «Pourquoi ne croit-on pas les sociologues?», *Éducation et sociétés*, 9-1, p. 13-25.
- , 2009, *Le Travail des sociétés*, Paris, Seuil.
- , 2011a, «Expliquer le social par le social», *Commentaire*, p. 1016-1019.

- , 2011b, «Diversité des styles et unité de la sociologie», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3580>>.
- , 2011c, *Francois Dubet, à quoi sert vraiment un sociologue?*, Paris, Armand Colin, «Dites-nous».
- DURKHEIM Émile, 1967 (1893), *De la division du travail social*, Paris, PUF.
- Éducation et Sociétés, 2002, «À quoi sert la sociologie de l'éducation?», 9-1.
- FASSIN Didier, 2009, «Une science sociale critique peut-elle être utile?», *Tracés*, hors série, «À quoi servent les sciences humaines? (1)», p. 199-211 : <<http://traces.revues.org/4465>>.
- FOSSIER Arnaud, GARDELLA Edouard (2009) «Avant-propos. Les sciences humaines au miroir de leurs publics», *Tracés*, hors série, «À quoi servent les sciences humaines? (1)», p.5-18: <<http://traces.revues.org/4303>>.
- FRIEDRICHS Jürgen, 2011, «Une science normale», *Commentaire*, p. 1020-1022.
- GRIGNON Claude, 2002, «Sociologie, expertise et critique sociale», in Lahire, p. 119-135.
- GROSSETTI Michel, 2012, «Plus largement les sciences sociales...», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3788>>.
- HAMEL Jacques, 2011, «De l'utilité de la réflexion sur l'utilité de la sociologie», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3553>>.
- HARTOG François, 2013, *Croire en l'histoire*, Paris, Flammarion.
- HEINICH Nathalie, 2012, «Une ou plusieurs sociologies? Essai de cartographie», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3792>>.
- HIRSCHHORN Monique, 2013, «La sociologie: un *Janus bifrons*», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/4397>>.
- IMBERT Clément, MONNET Eric (2011), «Introduction. De quelques usages de la théorie économique dans la sphère publique», *Tracés*, hors série, «À quoi servent les sciences humaines? (3)»: <<http://traces.revues.org/5303>>.
- JAVEAU Claude, 2014, *Des impostures sociologiques*, Bruxelles, Le Bord de l'eau, «Altérité critique».
- KARADY Victor, 1976, «Durkheim, les sciences sociales et l'université: bilan d'un semi-échec», *Revue française de sociologie*, 17-2, p. 267-311.
- KOLEVA Svetla, 2012, «La sociologie et son (dés) engagement disciplinaire: un regard est-européen», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3818>>.
- LAHIRE Bernard, 2002, «Utilité: entre sociologie expérimentale et sociologie sociale», in Lahire, p. 43-66.

- , 2012, «Des effets délétères de la division scientifique du travail sur l'évolution de la sociologie», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3799>>.
- LAPEYRONNIE Didier, 2004, «L'académisme radical ou le monologue sociologique. Avec qui parlent les sociologues?», *Revue française de sociologie*, 45-4, p. 621-651.
- LAURENTIN Emmanuelle (éd.), 2010, *À quoi sert l'histoire aujourd'hui?*, Paris, Bayard, «La Fabrique de l'histoire».
- LEPENIES Wolf, 2011, «Un sociologue sceptique», *Commentaire*, p. 1036
- LUSSAULT Michel, 2010, «Ce que la géographie fait au(x) monde(s), *Tracés*, hors série, «À quoi servent les sciences humaines? (I)»: <<http://traces.revues.org/4854>>.
- MAYNTZ Renate, 2011, «En fonction de nos valeurs», *Commentaire*, p. 1041-1043.
- NOWOTNY Helga, 2011, «La sociologie a perdu son assise politique au profit de l'économie», *Commentaire*, p. 1053-1054.
- OBLET Thierry, 2007, «Sociologie: À quoi sert la sociologie aujourd'hui?», *Universalis 2007*, Encyclopaedia universalis.
- OLLION Etienne, 2009, «(Que) faire de la sociologie publique?», *Actes de la recherche en sciences sociales*, «Dossier sociologie politique», 176/177, 1-2, p. 114-120.
- PASSERON Jean-Claude, 2011, «À partir de Weber, Durkheim et Pareto», *Commentaire*, p. 1055-1058.
- PROCHASSON Christophe, 2008, *L'Empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Paris, Éditions Demopolis.
- QUÉRÉ Louis, 2002, «Pour un calme examen des faits de société», in Lahire, p. 79-94.
- RICOLFI Luca, 2011, «Bonne et mauvaise sociologie», *Commentaire*, p. 1067-1069.
- SINGLY François (de), 2002, «La sociologie, forme particulière de conscience», in Lahire, p. 13-41.
- SPURK Jan, 2012, «Contre la résignation et la mauvaise foi: pour les sciences sociales publiques», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/3771>>.
- VALADE Bernard, 2012, «L'enquête de *Commentaire* sur la sociologie», *L'Année sociologique*, 62-1, p. 243-253.
- VOYÉ Liliane, 2012, «Un avenir ouvert pour une sociologie revisitée», *SociologieS*: <<http://sociologies.revues.org/4014>>.